



Communiqué école de Chênehutte



Alors que l'Éducation Nationale est de moins en moins en mesure de remplir correctement ses missions par manque de recrutement d'enseignants sous statut, comme en témoignent les nombreuses classes sans enseignants, certaines municipalités ne manquent pas d'initiatives pour accompagner la casse de l'école républicaine.

Récemment la mairie de Brissac-Loire-Aubance a proposé des scénarii de restructuration des écoles publiques visant à fermer jusqu'à 4 écoles des 9 que compte la commune nouvelle, au prétexte d'une éventuelle baisse des effectifs dans les années à venir ! Nul doute que ce genre d'annonce va décourager les futurs habitants à s'installer dans des villages où bien souvent l'école est le dernier service public restant, générant ainsi une perte réelle d'élèves qui justifiera les prochaines fermetures d'écoles publiques... Cela profitera immanquablement par ailleurs aux écoles catholiques.

Dernièrement, c'est la municipalité de Gennes – Val de Loire qui par simple courrier aux parents d'élèves a fait part de sa décision de fermer l'école de Chênehutte pour la rentrée prochaine : annonce plutôt brutale à peine un mois avant la sortie des classes, aussi bien pour les parents que pour les enseignants, informés eux, par un simple mail de leur hiérarchie, comme si cela n'avait aucun impact sur leur quotidien ! Au prétexte d'une baisse d'effectif, peut-être ponctuelle par ailleurs, cette décision a été prise sans que les conseils des écoles concernées n'aient été consultés ni même informés, sans que ce sujet n'ait été mis à l'ordre du jour au conseil municipal, sans que ce projet n'ait fait l'objet d'un examen par les instances consultatives réglementaires (CTSD et CDEN).

La FCPE et le SNUDI-FO 49 affirment que l'école de la République n'est pas un simple objet entre les mains des municipalités, réduit à une affaire de budget. Elle est avant tout un service public républicain où travaillent, certes des agents municipaux mais aussi des fonctionnaires d'État au service de toute la population, y compris dans les zones rurales. La FCPE et le SNUDI-FO 49 apportent leur soutien aux parents et enseignants qui se mobilisent déjà en nombre dans ces communes pour garder leur école, service public de proximité nécessaire aux enfants de toutes les communes.

Stéphanie Kieffer, présidente FCPE du saumurois

Morgane Moureaux, secrétaire de l'Union locale de Saumur FO